

## **Présentation devant le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international sur le Sommet du G8 / G20 qui se tiendra en 2010**

### ***Fraser Reilly-King, Coalition de l'Initiative d'Halifax***

Tout d'abord, je désire vous remercier de nous avoir invités à comparaître devant le Comité permanent pour parler de questions relatives au Sommet du Groupe des Huit et du Groupe des Vingt qui se tiendra à Huntsville, Ontario, en juin 2010.

Je m'appelle Fraser Reilly-King et je suis coordonnateur de l'Initiative d'Halifax, une coalition de dix-neuf organismes œuvrant dans les domaines du développement, de l'environnement, de la foi, des droits de la personne et du travail. Depuis les quinze dernières années – en fait, depuis la période qui a précédé immédiatement le Sommet du Groupe des Sept tenu à Halifax en 1995 – nous nous sommes concentrés sur les activités et les politiques de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et des organismes de crédit à l'exportation, en essayant de cerner les lacunes de leurs politiques et de leurs pratiques, dans le but de combler celles-ci et d'améliorer la responsabilité et la transparence de ces institutions.

Notre organisme est aussi membre du Comité de coordination de la société civile canadienne pour le G8 de 2010, qui est chargé d'élaborer le document cadre dont ma collègue vous présentera une vue d'ensemble.

Avant de laisser place à ma collègue qui vous présentera cet aperçu, je voudrais vous exposer le contexte dans lequel se tiendront les sommets du G8/G20 de 2010, particulièrement en ce qui a trait aux structures qui régissent l'économie mondiale.

Au cours des deux dernières années, bien des pays dans le monde ont été secoués par une série de crises ininterrompue et interconnectée : crises alimentaire, énergétique, financière et climatique. Aucun pays n'a été épargné. Et personne n'aurait pu prévoir ni même imaginer l'ampleur de chacune de ces crises.

Les leaders mondiaux ont réagi en convoquant les Sommets du G20 de Washington, Londres et Pittsburgh afin de contrer ces crises. Parallèlement, les Nations Unies ont entrepris de former une Commission d'experts – dirigeants de banques centrales, ministres des finances et universitaires de partout dans le monde – ayant pour mandat d'élaborer un ensemble de propositions visant à repenser l'architecture financière mondiale et informer la conférence de l'ONU de juin 2009 sur la crise financière et économique mondiale.

Le mois dernier, les chefs d'État réunis à Pittsburgh ont annoncé que le G20 deviendrait le principal forum mondial de discussion économique et financière. Fait important pour le Canada, le Premier ministre Stephen Harper a également annoncé qu'il coprésiderait, avec la Corée du Sud, la prochaine rencontre du G20 qui se tiendra en juin 2010, en plus d'un Sommet du G8 abrégé. De nombreux observateurs considèrent le G20 comme une avancée positive, étant plus inclusif que le G8.

Les pays du G20 représentent 65 pour cent de la population mondiale et 85 pour cent du produit national brut de l'ensemble des pays du monde. Le G20 réunit des économies émergentes clés, telles que le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, ainsi que d'autres acteurs importants, comme le Mexique, l'Argentine, l'Indonésie, l'Arabie saoudite, la Corée du Sud et la Turquie. Mais le G20 exclut également 173 pays. Il ne se trouve pas un seul pays à faible revenu ou moins avancé dans le groupe. Pas un seul État fragile. L'Union africaine est écartée. De ce point de vue, le G20 n'est ni inclusif, ni légitime, ni crédible. De plus, le G20 – tout comme son prédécesseur, le G8 – demeure largement non transparent et non comptable.

Nous devons donc veiller à ne pas figer cette nouvelle institution ni ses membres dans un moment historique du temps – ce qui vaut pour 2009 vaut également pour 2029. Pensons seulement au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Alors, qu'en est-il? Venons-en au Sommet du G20 qui se tiendra l'an prochain. Le Canada pourrait y jouer un rôle d'une extrême importance en amorçant avec d'autres pays un processus visant à transformer la structure actuelle du G20 pour en faire un forum qui soit un exemple de démocratie et de transparence en matière de politiques et de prise de décision et qui constitue le coup d'envoi d'une nouvelle ère de coopération multilatérale. Quels sont les principes que devrait rechercher le gouvernement? Nous proposons ce qui suit :<sup>1</sup>

- Limité en nombre mais représentatif dans sa composition – Un « G20 », en principe, n'est pas une mauvaise idée. Au cours des dernières années, divers intervenants ont souligné la nécessité d'un Conseil mondial pour gouverner l'économie mondiale. La Commission de gouvernance globale de 1995, le président mexicain Ernesto Zedillo, le président français Jacques Chirac et jusqu'à la récente Commission d'experts de l'ONU sur la crise financière et économique mondiale ont avancé une telle idée. Mais un forum de leaders mondiaux triés sur le volet par les puissants ne bénéficiera jamais d'une crédibilité mondiale ou publique. Un tel forum devrait plutôt réunir de 20 à 29 pays et inclure des représentants désignés par les membres d'organismes multilatéraux régionaux, dont les porte-parole se relaieraient périodiquement.
- Inclure les pays les plus démunis – Le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud ont émergé et sont devenus d'importants nouveaux acteurs. Cependant, on ne peut pas penser que l'Afrique du Sud peut légitimement discuter des problèmes de l'Afrique subsaharienne. Les réalités et les besoins politiques et économiques de l'Afrique du Sud sont très différents de ceux des pays dont l'économie est moins diversifiée. Ces économies se caractérisent par des taux d'endettement élevés, une gamme restreinte d'exportations, une faible base industrielle, une forte population rurale, une importante dépendance aux ressources extérieures telles que l'aide internationale, ainsi qu'une faiblesse en matière de gouvernance et de système de réglementation. L'inclusion de ces pays influencerait nécessairement sur le programme et les solutions élargies qui s'imposent. En mettant en place un forum plus représentatif, comme celui qui est proposé ici, le Canada ouvrirait la voie à l'établissement d'un programme d'action plus exhaustif.
- Donner une voix à la société civile – Les acteurs non gouvernementaux jouent un rôle de plus en plus important au sein des organisations multilatérales. Des analyses, des critiques, des propositions et des protestations de la société civile ont eu des effets positifs en permettant aux gouvernements de mieux comprendre les problèmes, les méthodes de travail et les programmes d'action. Faire place à la participation de la société civile est un élément clé du processus démocratique et a fini par devenir un élément central des discussions au sein de divers forums. L'officialisation d'un processus de participation de la société civile au sein du G20 constituerait un important pas en avant. On pourrait ainsi former des groupes d'experts composés d'intervenants de divers horizons qui seraient habilités à faire des représentations formelles au G20 pour examen, ou encore lancer une consultation canadienne et un débat parlementaire en préparation de la rencontre prévue pour l'an prochain.
- Transparence du processus et obligation de rendre compte des décisions – Curieusement, la crise financière – une crise dont on peut relier les origines à un manque de transparence des institutions financières – a redonné de la vigueur à un ensemble d'institutions qui ne pratiquent ni la transparence ni la reddition de comptes. Un G20 constitué de chefs d'État ou de gouvernements devrait publier son ordre du jour et la documentation connexe sur des sites web publics en préparation de leurs rencontres. Il constituerait aussi un premier pas vers un processus vraiment représentatif de rencontre au sommet des leaders dans le cadre des Nations Unies – qui renforcerait ce système multilatéral élargi. Ainsi, les rapports de discussion du G20 pourraient faire avancer les travaux de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social des Nations Unies.

En l'absence de telles modifications, le G20 risque fort de perdre sa crédibilité et sa légitimité aussi rapidement qu'est réapparu le besoin de son existence. Pendant cette importante période de transition, un leadership fort de la part du Canada pourrait contribuer à redresser cette situation.

---

<sup>1</sup> Les éléments de cette proposition sont tirés d'un document publié par le Conseil canadien pour la coopération internationale en 2004 et intitulé « Relancer le multilatéralisme : Veiller à ce qu'un G-20 des chefs d'État favorise l'équité et la gouvernance démocratique ».